

Unité départementale de la Manche
Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 12/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RTM Industries

53 rue de la Division Leclerc
50300 Avranches

Références : 2023.800
Code AIOT : 0005301600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement RTM Industries implanté 53 rue de la Division Leclerc 50300 Avranches. L'inspection a été annoncée le 10/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RTM Industries
- 53 rue de la Division Leclerc 50300 Avranches
- Code AIOT : 0005301600
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RTM Industries est spécialisée dans la fabrication de bandes audio et cinéma de haute qualité. Le site d'Avranches relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2515

(broyage/mélange de produits minéraux) et 2940 (enduction), ainsi que pour la 4331 (liquides inflammables).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Stratégie de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4.1	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des locaux à risque	AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4.7	Sans objet
3	Etat centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	Sans objet
4	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en place effective et le bon fonctionnement du système de détection d'incendie ainsi que l'organisation associée mise en place par l'exploitant.

Suite à ce contrôle, il ressort que la gestion de ce système par la société RTM Industries est globalement satisfaisante, néanmoins, l'exploitant devra établir un plan de défense incendie tel que prévu par son arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des locaux à risque

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : [...] - d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; [...]
Constats : Le 7 décembre 2023, l'exploitant a présenté un plan des locaux sur lequel sont représentées les zones à risque (ATmosphères EXplosives, etc.). Un plan précisant la nature et les quantités maximales susceptibles d'être présentes de produits dangereux est également à disposition du SDIS (service d'incendie et de secours) de la Manche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant prévoit un contrôle annuel du système de détection incendie (comprenant la centrale et l'intégralité des têtes de détection). Ce contrôle est réalisé par un prestataire extérieur. Le 7 décembre 2023, l'inspection a contrôlé par sondage la présence effective de têtes de détection dans les locaux pour lesquels leurs présences sont valorisées dans l'étude de danger du site. Aucun écart n'a été constaté. Les derniers rapports de contrôle (réf. n° 6LB-0630050756_202301_PM_20230321143757 en lien avec la visite du 15.03.2023 et réf. n° 6LB-0630050756_202306_PM_20230929201146 en lien avec la visite du 28.09.2023) réalisés par la société SIEMENS ont également été contrôlés par sondage. Concernant la détection incendie, ces rapports ne font pas état de défauts fonctionnels sur les

têtes de détection. De même, aucun défaut fonctionnel n'a été relevé sur les systèmes d'extinction des armoires électriques.
Cependant, plusieurs observations ont été relevées concernant notamment l'obsolescence de plusieurs équipements que l'exploitant n'a pas corrigé.
Observations : L'exploitant établira, sous 3 mois, un plan d'action afin de résorber ces observations. Ce plan, ainsi que les échéances associées à celui-ci, seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 3 : Etat centrale de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le 7 décembre 2023, un contrôle de la centrale de détection a été réalisé. Celle-ci était en fonctionnement normal et ne présentait pas d'anomalie ou de dérangement particulier susceptible de remettre en cause sa capacité à remplir son rôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Report d'alarme et appel des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. « Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Constats : Le 7 décembre 2023, l'exploitant a présenté son organisation en cas de déclenchement de l'alarme incendie. Une consigne générale a été établie et est remise à l'ensemble des salariés de l'entreprise via le livret d'accueil du site. L'alarme est générale et n'est pas asservie aux installations. Seules les portes coupe-feu se ferment automatiquement en cas de déclenchement de celle-ci. La société RTM Industries fonctionne en 3x8 du lundi au vendredi et dispose d'une équipe de

<p>seconde intervention (ESI) à même d'intervenir en cas de déclenchement de l'alarme. Chaque membre de cette équipe suit une formation annuelle et participe aux exercices d'incendie mis en place par l'exploitant.</p> <p>Pendant les weekends et jours fériés, la centrale de détection incendie est reliée à un système de télésurveillance qui appellerait l'astreinte du site en cas de déclenchement. En l'absence de réponse de celle-ci, le SDIS serait contacté automatiquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/11/2017, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1 Stratégie de lutte contre l'incendie</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction, en moins de trois heures après le début de l'incendie, des scénarios de référence suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké, - feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions, - feu de récipients mobiles de liquides inflammables ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site. <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie, qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie.
<p>Constats :</p> <p>La société RTM Industries n'a pas établi un plan de défense incendie tel que prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2017.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant élaborera un plan de défense incendie dans les conditions prévues par l'arrêté en référence. Celui-ci sera transmis, sous 4 mois, à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

